



LE NOUVEL ARRETE RELATIF AU PIEGEAGE DES POPULATIONS ANIMALES

Arrêté du 29 janvier 2007 fixant les dispositions relatives au piégeage des animaux classés nuisibles en application de l'article L 427-8 du code de l'environnement

Cet arrêté du 29 janvier 2007 entre en vigueur le 1^{er} juillet 2007.

Il comporte quelques modifications par rapport à l'arrêté du 23 mai 1984 qui est abrogé.

Dernières modifications au 21 juin 2011.

LES CATEGORIES DE PIEGES AUTORISES

Art 2 *Seul est autorisé*, sous réserve des prescriptions particulières qui leur sont applicables, *l'emploi des pièges des catégories suivantes :*

- 1- Les boîtes à fauves et tous autres pièges ayant pour objet de **capturer l'animal par contention** dans un espace clos sans le maintenir directement par une partie de son corps ;
- 2- Les pièges déclenchés par pression sur une palette ou par enlèvement d'un appât, ou tout autre système de détente, et ayant pour objet de **tuer l'animal** ;
- 3- **Les collets munis d'un arrêtoir** ;
- 4- **Les pièges à lacet** déclenchés par pression sur une palette, ou tout autre système de détente, et ayant pour objet de capturer l'animal par une partie de son corps, sans le tuer ;
- 5- Les pièges n'appartenant pas aux catégories précédentes et ayant pour effet d'entraîner la **mort de l'animal par noyade**.

L'HOMOLOGATION DE CERTAINS PIEGES

Art. 3 L'emploi des pièges mentionnés aux **2 à 5** est subordonné à l'homologation d'un modèle présenté par le fabricant ou le distributeur.

L'homologation est prononcée par arrêté du ministre chargé de la chasse.

Les pièges doivent porter une marque distincte permettant l'identification du modèle.

Le refus d'homologation peut être fondé notamment sur les risques de blessures ou souffrances susceptibles d'être infligées aux animaux.

L'homologation de tout modèle peut être assortie de prescriptions d'emploi particulières fixées par arrêté ministériel. Elle peut être prononcée à titre provisoire pour une période déterminée de mise à l'essai.

Art. 4 Le retrait de l'homologation de tout modèle peut être prononcé par arrêté ministériel, en fonction de l'évolution des techniques ou de la fréquence et de la gravité des souffrances et des blessures infligées aux animaux telles qu'elles sont constatées à l'usage.

L'AGREMENT DES PIEGEURS

Art. 5 **Toute personne qui utilise des pièges doit être agréée à cet effet par le préfet** du département où elle est domiciliée. Cet agrément fait l'objet d'une attestation numérotée et est valable pour l'ensemble du territoire national.

Art. 6 L'agrément est subordonné à la participation du piégeur concerné **à une session de formation au piégeage** organisée par l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, une fédération départementale ou interdépartementale des chasseurs ou tout autre organisme habilité à cet effet par le préfet du département où se déroule la session.

Les programmes de formation font l'objet de protocoles établis par les organismes qui la dispensent et soumis à l'approbation du préfet.

La formation doit comporter au moins 16 heures, avec la répartition horaire globale suivante :

- connaissance des espèces recherchées : 4 heures ;
- connaissance des différents types de pièges, de leurs possibilités et condition d'utilisation : 2 heures ;
- manipulation des pièges : 4 heures ;
- connaissance des mesures propres à diminuer les souffrances des animaux capturés : 2 heures ;
- application des connaissances : 4 heures.

Sont dispensés de l'obligation de participer à une session pour être agréés :

- les lieutenants de louveterie ;
- les agents de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage ;
- les agents assermentés de l'Office national des forêts ;
- les titulaires d'un brevet de technicien agricole, option aménagement de l'espace, spécialité gestion de la faune sauvage, délivré par le ministre de l'agriculture.

Art. 7 Les piégeurs agréés sont tenus de **marquer leurs pièges** au numéro qui leur est attribué par le préfet.

Ils peuvent également utiliser les pièges identifiés par la marque de celui qui leur a délégué des opérations de piégeage ; mention en est faite dans la déclaration des opérations de piégeage.

Il n'est pas exigé que la marque soit apparente lorsque le piège est tendu.

Art. 8 Les piégeurs agréés doivent tenir **un relevé quotidien** de leurs prises, mentionnant, par commune, les espèces et le nombre d'animaux de chaque espèce capturés.

Tous les piégeurs agréés envoient au préfet du département et à la Fédération Départementale des Chasseurs du lieu du piégeage, avant le 30 septembre de chaque année, un **bilan annuel de leurs prises au 30 juin**, y compris s'ils n'ont pas pratiqué le piégeage au cours de l'année cynégétique écoulée.

Ce bilan, **établi par commune** où des opérations de piégeage ont été réalisées, mentionne le nom et l'adresse du piégeur, son numéro d'agrément, les espèces et le nombre d'animaux de chaque espèce capturée, y compris les captures accidentelles d'espèces non classées nuisibles dans le département.

Le préfet dresse le bilan des captures effectuées dans le département pour la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage.

Art. 9 L'agrément est valable pour une **durée illimitée**. Il peut toutefois être suspendu, par décision motivée du préfet, pour une durée n'excédant pas cinq années, au cas où l'intéressé aurait contrevenu à une des dispositions du présent arrêté ou se serait rendu coupable d'une infraction caractérisée aux dispositions législatives ou réglementaires relatives à la police de la chasse ou de la protection de la nature et après qu'il aura été en mesure de présenter ses observations.

Art. 10 Tout piégeur qui **change définitivement de domicile doit en informer le préfet** du département où il a obtenu l'agrément, à fin de radiation de la liste des piégeurs agréés du département, et le préfet de son nouveau département, à fin d'inscription sur la liste des piégeurs agréés du nouveau département de résidence.

Si un piégeur agréé décide d'arrêter définitivement son activité, il doit en informer par écrit le préfet du département où il figure sur la liste départementale des piégeurs agréés.

DECLARATION DES OPERATIONS DE PIEGEAGE

Art. 11 La pose de pièges doit faire l'objet, de la part du titulaire du droit de destruction ou de son délégué ou du piégeur chargé des opérations, **d'une déclaration en mairie** de la commune où est pratiqué le piégeage.

La déclaration en mairie est préalable et au moins annuelle. Elle est valable jusqu'au 30 juin de l'année cynégétique en cours.

La déclaration doit indiquer l'identité, l'adresse et la qualité (propriétaire, possesseur, fermier) du déclarant détenteur du droit de destruction ou de son délégué, l'identité, l'adresse et le numéro d'agrément du piégeur du ou des piégeurs, le lieudit du piégeage.

Le maire vise la déclaration, en fait publier un exemplaire de la déclaration à l'emplacement réservé aux affichages officiels et en remet un au déclarant, qui doit le présenter à toute demande des agents chargés de la police de la chasse.

Art. 12 Les déclarants sont tenus de **signaliser** de manière apparente **sur les chemins et voies d'accès** les zones dans lesquelles sont tendus des pièges appartenant aux catégories 2.

PRESCRIPTIONS GENERALES POUR LE PIEGEAGE

Art. 13 **Tous les pièges doivent être visités tous les matins**, par le piégeur ou un préposé désigné par lui et à cet effet. Pour les pièges des catégories 3 et 4, cette visite doit intervenir au plus tard dans les deux heures qui suivent le lever du soleil.

La mise à mort des animaux, classés nuisibles dans le département, capturés doit intervenir immédiatement et sans souffrance. En cas de capture accidentelle d'animaux non visés par l'article L 427-8 du code de l'environnement (« *animaux malfaisants ou nuisibles* »), ces animaux sont relâchés sur le champ.

Art. 14 Les boîtes à fauves et autres engins de la catégorie 1 peuvent être placés en tous lieux. L'utilisation d'appelants vivants des espèces d'oiseaux recherchées ou d'espèces d'animaux de basse-cour est autorisée dans les pièges de la catégorie 1 **dès lors qu'ils ne peuvent pas se trouver en contact immédiat avec l'animal à capturer ou capturé**. Cette dernière disposition ne s'applique pas pour les appelants, de l'espèce recherchée, placés dans les pièges de première catégorie tels que les cages à corvidés et pièges similaires.

Art. 15 Les pièges de la catégorie 2 **ne peuvent être tendus à moins de 200m des habitations des tiers et à moins de 50m des routes et chemins ouverts au public.**

L'utilisation en coulée des pièges de catégorie 2 est interdite.

Les pièges à œuf ne peuvent être tendus que de nuit ; ils doivent être détendus ou neutralisés dans les deux heures suivant le lever du soleil. Toutefois, ces dispositions ne s'appliquent pas aux pièges placés en jardinet ou en caisse de telle sorte que l'œuf ne puisse être visible de l'extérieur.

Les pièges en X peuvent être utilisés :

1°- **Dans les marais et jusqu'à 200 m des cours d'eau, des étangs ou des marais uniquement avec appât végétal, en cas d'utilisation d'un appât ;**

2°- **A plus de 200 m des cours d'eau, des étangs ou des marais :**

- en gueule de terrier et dans les bottes de paille et de foin ;

- au bois, dans une enceinte ménageant une ou des ouvertures d'une largeur inférieure ou égale à 15 cm ;

- dans une boîte ménageant une ou des ouvertures inférieures ou égales à 11 cm x 11 cm, pour les pièges de dimensions inférieures ou égales à 18 cm x 18 cm.

Les autres pièges peuvent faire l'objet de dispositions particulières figurant dans les arrêtés d'homologation.

Art. 16 Seul est autorisés l'**emploi de collets**, de fabrication industrielle ou artisanale, homologués dans les conditions prévues (art 3) et destinés à la capture du renard.

Le diamètre minimal du câble utilisé doit être de **1,6 mm**.

L'arrêtoir doit être inamovible et disposé de façon à ménager à la boucle une circonférence minimale de 21 cm pour éviter la strangulation des animaux.

L'utilisation de tout système de détente destiné à entraîner la mort des animaux par strangulation est interdite.

Pour assurer le piégeage sélectif du renard, le collet, après mise en place, doit présenter une ouverture maximale de 20 cm de diamètre, la partie basse de l'engin étant disposée à **18 cm au moins et à 22 cm au plus au-dessus du niveau du sol**.

Toutefois, cette dernière disposition ne s'applique pas pour les collets placés en gueule de terrier de renard.

De même, lors d'opérations de piégeage du renard à l'intérieur des bâtiments, cours et jardins, installations d'élevage ainsi que dans les enclos attenants à l'habitation (art. L424-3 CE), les collets à arrêtoir peuvent être tendus directement sur le passage emprunté par l'animal sans tenir compte de la hauteur depuis le sol.

Art. 17 L'attache reliant le collet ou le lacet à un point fixe ou mobile doit comporter **un émerillon** ou tout autre système ayant la même fonction, permettant au piège d'accompagner les mouvements de l'animal capturé en évitant la torsion du collet ou du lacet.

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 18 Le piégeage du sanglier est interdit.

Art. 19 L'utilisation de pièges à feu ou de batteries d'armes à feu est interdite.

Art. 20 Les dispositions des articles 5 à 12 et 15 ne sont pas applicables au piégeage à l'intérieur des bâtiments, cours et jardins, installations d'élevage ainsi que dans les enclos attenants à l'habitation (art. L 424-3 CE). Lorsqu'au moins une opération de piégeage a été réalisée dans ces conditions au cours d'une année cynégétique (1^{er} juillet-30 juin), le titulaire du droit de destruction adresse directement au préfet et à la Fédération départementale des chasseurs un bilan annuel de captures indiquant l'identité, les coordonnées et la qualité (propriétaire, possesseur, fermier) du déclarant détenteur du droit de destruction, le lieu de la capture, les espèces et le nombre d'animaux de chaque espèces capturés même accidentellement et les motifs du piégeage au plus tard le 30 septembre suivant l'année cynégétique. Ce bilan indiquera, le cas échéant, l'identité, l'adresse, le numéro d'agrément des piégeurs.

Art. 21 Les dispositions des articles 5 à 10 ne sont pas applicables aux personnes qui capturent les ragondins et les rats musqués au moyen de boîtes ou de pièges-cages, ainsi qu'aux personnes qui capturent les corvidés au moyen de cages à corvidés dans le cadre d'opérations de lutttes collectives organisées par les groupements de défense contre les organismes nuisibles et leurs fédérations, agréées conformément aux articles L.251-1 à L.252 du code rural.